

Atelier 12: Autosuffisance, commerce international ou commerce équitable ?

Face à la « méchante » OMC, le « gentil » commerce équitable est-il la solution ? En s'interrogeant sur les échanges, l'atelier tentera d'imaginer quel rôle peut tenir chacun des trois termes qui forment son intitulé.

- > **Silvia Pérez-Vitoria** (La Ligne d'Horizon, France) – **Introduction**
- > **François de Ravignan** (agro-économiste, La ligne d'horizon, France) – **De l'autosuffisance**
- > **Olivier Hauville** (plate-forme du Commerce Équitable, France) – **Ambiguïtés du commerce équitable**
- > **Jean-Guy Henkel** (réseau Cocagne, France) – **Le réseau Cocagne**

> Introduction

Silvia Pérez-Vitoria (La Ligne d'Horizon, France)

Je voudrais d'abord excuser les gens annoncés qui ne sont pas présents. Martin Khor a été retenu à la dernière minute, Enrique Perez, du SOC (syndicat des ouvriers agricoles d'Andalousie) n'a pas pu se libérer. Les intervenants présents à cette table sont François de Ravignan, agro-économiste, également membre de La Ligne d'Horizon; Jean Guy Henkel, du réseau Cocagne; Olivier Hauville, de la plate-forme du Commerce Équitable.

Commerce équitable ? Le point d'interrogation n'est évidemment pas là par hasard. Sous l'intitulé de cet atelier, ce qu'il y a de commun aux différentes rubriques, c'est la question de l'échange et du commerce. Je vais vous épargner l'histoire de l'échange et du commerce mais simplement donner quelques repères sur la manière dont le commerce s'est développé et surtout les contraintes qui existent actuellement sur le commerce international et dans lequel s'inscrit finalement ce débat. Simplement il faut rappeler que dans les sociétés pré-capitalistes, même si le marché n'était pas absent, la réciprocité, la distribution et l'autarcie prédominaient et se sont établies selon des rapports et des relations propres à chacune des sociétés. C'est quelque chose de très important, car nous verrons qu'après, avec l'uniformisation des marchés mondiaux, il va y avoir des règles qui vont s'imposer à tous et

la difficulté sera très grande pour des sociétés de conserver leurs propres règles et autonomies en matière de commerce, particulièrement de commerce international. À partir du XV^e siècle, on peut dire qu'il y a une véritable expansion marchande et coloniale de l'Europe occidentale et que se développe petit à petit cette « économie monde » dont parlait Braudel et qui va progressivement structurer l'espace économique. Je crois qu'une des données fondamentales c'est un espace structuré selon des hiérarchies. Ces hiérarchies ont varié : au temps de la colonisation, vous aviez d'un côté les métropoles, de l'autre côté les colonies. Vous avez eu ensuite des puissances dominantes qui ont varié également : ça a été l'Angleterre, puis l'Europe. À chaque fois il y a eu hiérarchisation, jusqu'à arriver à la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Il s'est produit une très forte domination (je donnerai quelques chiffres pour avoir une idée du contexte dans lequel on va discuter), une très forte hiérarchisation, une très forte concentration du commerce international... Et l'on connaît très bien les enjeux au sein de l'OMC : au sein des pays du nord se déroulent des enjeux pour gagner des places à l'intérieur de cette hiérarchie, et puis, bien sûr, les firmes multinationales jouent un rôle très important. Je vais vous donner quelques chiffres qui vont quelque peu cadrer les données. Entre 1950 et 1997, le commerce mondial a été multiplié par 15 : il est passé de 380 milliards de dollars à 5860 milliards de dollars. Donc, en moins de 50 ans, l'expansion est absolument faramineuse. 76% du commerce mondial

s'effectue à l'intérieur de la triade Amérique du Nord - Europe du Nord - Asie; pas toute l'Asie, 8 pays d'Asie : le Japon, la Chine, Hongkong, la Malaisie, Taïwan, la Corée du Sud, Singapour, la Thaïlande. J'ai beaucoup de regrets que Martin Khor ne soit pas là car il représente une position très particulière des pays du Sud en ce qui concerne la place que devraient avoir les pays du Sud dans le marché international.

Les deux tiers du commerce mondial sont contrôlés par les sociétés transnationales, soit dans leur marché interne (échanges entre sociétés-mères et leurs filiales, échanges entre filiales), soit par des relations économiques asymétriques dans lesquelles elles sont en rapport de domination. Et au total 500 entreprises qui dominent les deux tiers du marché mondial, c'est tout de même très peu. Les mouvements financiers, pour relativiser les choses, représentent 50 à 100 fois ceux des mouvements commerciaux annuels. La part que représente le commerce réel de marchandises est faible par rapport à ce que représentent les mouvements de capitaux.

J'aborde enfin l'aspect environnemental, que l'on a tendance à oublier dans le commerce international : depuis 1950, le volume des expéditions a été multiplié par 10 en poids. 90% des marchandises sont transportées par mer, ce qui représente par an 140 millions de tonnes de combustible qui sont consommées uniquement en transport, c'est-à-dire plus que la consommation de l'ensemble du Moyen-Orient par an. Ce que je veux dire par là c'est que, derrière le problème du transport, il y a un problème de fond qui est environnemental, un problème de consommation énergétique qu'il faut bien prendre en compte quand on essaie de réfléchir à un autre type d'échanges.

Pour finir, entre 1986 et 1991, la distance sur laquelle les denrées ont été transportées en Europe a augmenté de 19% alors que l'augmentation n'est que de 8% en volume. Autrement dit, il y a une véritable expansion du fret, avec les conséquences environnementales et les conséquences sociales dramatiques pour tous les gens qui travaillent dans ce qui concerne le fret maritime. C'est une des conséquences de l'explosion du développement du transport des marchandises.

Voilà donc le cadre général.

Je vais passer la parole à François de Ravignan et nous allons passer du général au particulier. Étant donné la qualité des intervenants qui sont à la table, je crois que le thème de l'agriculture et des échanges de produits agricoles prendra un poids relativement important dans le débat que nous allons avoir.

Voici les termes du débat tels que je vous les propose :

Comment peut-on diminuer les échanges ? Faut-il les diminuer et comment ?

Peut-on s'intégrer autrement dans le marché mondial ?

Peut-on étendre les circuits courts ?

Pour les deux dernières questions, nous aurons deux exemples d'expériences concrètes, l'une d'intégration différente dans le marché mondial et l'autre de développement de circuits courts.

> De l'autosuffisance

François de Ravignan (agro-économiste, La ligne d'horizon, France)

Quand on entend le mot autosuffisance on pense spontanément à l'agriculture, surtout lorsque l'on est agro-économiste. Vous comprendrez que, pour ces deux raisons, je prenne mes exemples surtout dans l'agriculture, laquelle est du reste une très bonne source d'exemples de toutes les erreurs économiques possibles et donc une très bonne base de raisonnement... Pour revenir à l'autosuffisance alimentaire, elle a été prônée par de nombreux agronomes pour des raisons de sécurité, d'indépendance financière ou les deux. Et cela, non seulement dans les pays du Sud, mais, plus anciennement, dans ceux du Nord, notamment au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, où les pénuries alimentaires avaient été cruellement ressenties. Pour la France dans les années 1950. Mais je me souviens que ce l'était aussi dans les années 1969 en Algérie (bien que cela n'ait pas eu de lendemain) et que c'était, dans les années 1980, le fondement de la politique agricole en Norvège.

Un des moyens d'assurer cette autosuffisance est le protectionnisme. Empêcher, par exemple, par des taxes sur les importations, des denrées étrangères moins coûteuses qu'à l'intérieur de pénétrer les frontières et de concurrencer les productions locales serait un moyen de solliciter la production intérieure. Mais, naturellement, on a défendu le point de vue contraire, comme quoi le fait de disposer d'un marché assuré, voire d'un prix garanti n'encouragerait pas les paysans à produire davantage. On a beaucoup critiqué en France le ministre Jules Méline d'avoir, à la fin du siècle avant-dernier, instauré une politique agricole protectionniste en France et, de ce fait établi une rente de situation défavorable à la croissance de la production agricole. Les britanniques qui, depuis le XVIII^e siècle, avaient sacrifié leur agriculture et étaient largement importateurs, comme les danois qui étaient leurs fournisseurs, ne tarissaient pas de critiques contre ces français, si retardataires sous leur grand parapluie... Le protectionnisme généralement flanqué de l'adjectif frileux paraissait être du côté des idées de droite, tandis que le libéralisme était du côté des idées généreuses... Opinions peu fondées que tout cela, et bien liées aux modes idéologiques. Ajoutons, pour faire le poids, qu'aux États-Unis même, champions s'il en est du libéralisme, un des motifs essentiels de la guerre de Sécession fut, vers 1865, ce débat entre libéralisme et protectionnisme ; mais les "bons" (ceux qui gagnèrent la guerre, à savoir le Nord) étaient des protectionnistes, tandis que les vilains Sudistes étaient libéraux. Le Nord en effet avait à protéger son industrie naissante, tandis que le Sud voulait continuer à vendre son coton aux Anglais. Paradoxalement ce sont, pour finir, ces mêmes Anglais qui, à la longue ont gagné la guerre, celle des idées s'entend, puisque, leur hégémonie assurée, les États-Uniens sont devenus de parfaits défenseurs des doctrines du libre-

échange nées en Angleterre. Le fameux théorème des avantages comparatifs qu'on enseigne encore dans les universités et, comme l'a fort bien montré François Partant, la justification idéologique des succès commerciaux de la Grande-Bretagne qui, au lieu d'enrichir ses partenaires d'échange, l'ont fait prospérer à leur détriment.

Plaçons-nous donc maintenant du côté de ces partenaires-là. J'en prendrai deux exemples, l'un en France, l'autre en Afrique Noire. Lorsqu'en 1860, le gouvernement de Napoléon III signe un traité de libre-échange avec la Grande-Bretagne, l'objectif est de faire baisser les prix agricoles intérieurs français, pour éviter d'augmenter les salaires et préserver les investissements de l'industrie croissante. Ce faisant, il ouvre la porte aux importations de toisons de mérinos australiens, dont les prix sont devenus compétitifs par rapport à la production lainière du Languedoc, en raison des bas coûts de production et de la baisse des coûts des transports. Il en résulte en une cinquantaine d'années la ruine quasi-totale du troupeau languedocien et de l'activité textile intense des villes méridionales. Les paysans qui le peuvent n'ont plus que la ressource de développer le vignoble ; et d'ailleurs la demande de vin, drogue du déracinement dans la révolution industrielle commençante, augmente... jusqu'à la crise de surproduction inhérente à toute monoculture.

Il se passe quelque chose d'analogue lorsqu'aujourd'hui les paysans de l'Afrique de l'Ouest ne peuvent faire face à la baisse dramatique des prix du coton, liées à une surproduction mondiale, alors qu'ils sont privés depuis longtemps, par la grâce du commerce international et de l'aide alimentaire, de produire la nourriture nécessaire aux villes de leur pays... on n'en finirait pas de multiplier les exemples : au Cameroun en 1975, le gouvernement prétendait lancer une "révolution verte", trouvant alarmante une dépendance alimentaire coûteuse et qui ne cessait de croître. Dociles, les paysans du sud plantèrent des bananiers plantains. Mais, au temps de la récolte, les régimes ne se vendaient pas, et les paysans de plaisanter sur la "révolution jaune", puisque les bananes mûrissaient puis pourrissaient sur place. On avait simplement oublié que, sur les marchés du Cameroun, la calorie alimentaire la moins chère était la bonne farine issue d'Europe, et que les ménagères, surtout quand elles sont pauvres, savent calculer...

Dans ces deux cas, il apparaît clairement que, quand une importation risque, par la concurrence, de détruire une production intérieure et l'emploi qui en résulte, il est justifié de s'en protéger. C'est d'ailleurs ce que l'Europe a fait en créant à la fin des années 1950 le Marché Commun agricole, entreprise libérale à l'intérieur certes, mais protectionniste à l'égard de l'extérieur, puisque les importations étaient taxées si le prix en était supérieur au prix intérieur, grâce à quoi l'Europe – la France notamment – a énormément développé sa production, en particulier de céréales. Alors que, dans une ouverture libérale, elle n'aurait pu résister à la concurrence des États-Unis

où les coûts de production, sur de très grandes exploitations mécanisées, étaient moins élevés ; Mais la même Europe se garde bien de recommander aux gouvernements des pays du Sud les méthodes qui lui ont si bien réussi!

Du reste, devant les pressions actuelles des doctrinaires de la mondialisation, les gouvernements paraissent peu enclins à un protectionnisme qui entraîne forcément des mesures de rétorsion de la part des partenaires. Alors, quand on prétend exporter... Aujourd'hui notamment en Europe, où la croissance de la production agricole a suscité la nécessité d'exporter, il devient difficile de maintenir des mesures protectionnistes. Elles subsistent pourtant, sous forme de subventions à la production, à l'instar des États-Unis, mais distribuées d'une façon tellement inégalitaire qu'elles favorisent la concentration des exploitations et la poursuite ruineuse de l'industrialisation de l'agriculture. Pour les petits paysans, il devient alors nécessaire de s'organiser localement et solidairement pour échapper à la loi d'airain du marché. J'habite une région de demi montagne dont toutes les productions peuvent se voir concurrencées par celles des régions mieux placées. En bonne logique libérale, l'agriculture ne devrait même pas y exister ! Mais des paysans qui ont envie de continuer à exister ont trouvé à s'organiser par la transformation collective sur place de leurs produits, leur promotion collective et leur vente directe en circuits courts ; En attendant que l'Europe prenne peut-être un jour les moyens des objectifs proclamés de maintien de la population agricole, cela vaut mieux que rien et, d'une certaine manière, peut préfigurer d'autres perspectives plus larges.

> Ambiguïtés du commerce équitable

Olivier Hauville (plate-forme du Commerce Équitable, France)

Le commerce équitable est une idée qui paraît simple mais qui, au fond, est extrêmement ambiguë et pleine de contradictions et de complexité. Je représente la Plate forme du Commerce équitable qui est une organisation française regroupant aujourd'hui les 16 organisations les plus impliquées en France dans la promotion et dans les actions de commerce équitable. Mais je vous donnerai des éléments de débat, puisque bien sûr il y a un point d'interrogation, dans le titre sur le commerce équitable. Je vais tout d'abord vous brosser rapidement l'histoire de cette idée et de cette pratique, car c'est une pratique commerciale qui est relativement récente en France. Je vous dirai comment, à partir de cette idée, une organisation commune est en train de se mettre en place. Et puis je terminerai rapidement en indiquant justement quelques-unes des ambiguïtés qui sont véhiculées par ce concept, par cette idée, et qui au fond rejoignent toute la problématique du développement et éventuellement de sa

contestation. Parce que, bien évidemment, le Commerce Équitable est avant tout un commerce et ne va pas vers la réduction des échanges.

Le Commerce Équitable est connu au départ surtout sous son intitulé anglo-saxon « Fair Trade », qui n'a d'ailleurs pas tout à fait le même sens, Trade étant bien sûr le commerce, « Fair » est quelque chose de plus large qui prend en compte, presque une dimension de compassion, de justice, beaucoup moins tranchée que « équitable » qui met en relation une notion d'égalité, de comparaison et donc de justice.

Les débuts : Oxfam et Artisans du Monde

Le commerce équitable est au départ une action extrêmement pragmatique. Elle émerge après la guerre essentiellement d'une organisation anglaise, Oxfam, qui avait commencé à se préoccuper du problème des réfugiés en Grèce et dans l'Europe des Balkans au moment de la guerre. Et, après la seconde guerre mondiale, Oxfam, qui s'oriente vers des programmes de développement, commence à développer aussi des actions et ouvre en 1946 un premier magasin en Angleterre qui va commercialiser à la fois des fripes, des objets de récupération et commercialiser avec ses premières actions de développement des produits d'artisanat venant de tout petits producteurs. Oxfam va connaître un fort développement puisque jusqu'à ces dernières années c'était plus de 800 boutiques en Angleterre. Cette action était, je l'ai dit, très pragmatique : elle permettait d'un côté d'assurer des débouchés à des petits producteurs en Europe et surtout d'essayer d'autofinancer ses programmes de développement au Nord en vendant des biens et des produits.

Et puis cette idée de magasins du monde développée par Oxfam va se répandre en France, en Belgique et en Suisse. On trouve des magasins dits magasins du monde Oxfam en Belgique, un peu plus de 200, il en existe aussi en Suisse. En France, l'idée et les premiers réseaux de commerce équitable démarrent en 1974 avec Artisans du Monde; on ne parle pas véritablement à ce moment-là de commerce équitable. Artisans du Monde est, à l'origine, une émanation, pour faire court, de l'abbé Pierre. Il avait été interpellé sur les problèmes du Bangladesh et avait créé en France, avec des collectivités locales « Cojuco », des comités de jumelage pour la coopération, reprenant un peu l'idée d'Emmaüs. L'idée était d'essayer de créer de l'activité économique, notamment en important des produits de petits producteurs. La première boutique d'Artisans du Monde ouvre en 1974 à Paris et existe toujours rue Rochechouart, même si aujourd'hui elle fait un chiffre d'affaires beaucoup plus important que celui qu'elle faisait à l'époque.

Ce qui est intéressant dans l'histoire même d'Artisans du Monde, c'est que, dès les premières années, apparaît un débat assez fort entre les réformistes et les radicaux. Dans ce petit groupe, dès 1974, il y a ceux qui veulent aller plus loin dans la contestation des échanges économiques mondiaux et du

système de commerce, et ceux qui veulent simplement faire, finalement, une action d'échanges et de coopération. Et le livre qui a été publié sur le mouvement Artisans du monde à l'occasion de leur 25e anniversaire est plein de ce débat, qui reste très présent dans cette organisation. À partir du premier magasin, un certain nombre de comités vont se créer en France. Et l'objet de ces différents comités est autant de faire du commerce que de faire de l'éducation du consommateur. Ils vont finalement inventer cette très belle expression qui a été reprise par d'autres depuis, puisque la revue 60 millions de consommateurs l'utilise aujourd'hui : la notion de consommateurs. Finalement, les différents magasins qui vont s'ouvrir dans les années 1980 sont le lieu permettant d'avoir un moyen d'éducation, un moyen pédagogique auprès de ces consommateurs qui viennent acheter des produits du Tiers-monde, comme on dit à l'époque. C'est aussi le lieu de les sensibiliser à l'iniquité du commerce mondial tel qu'il se pratique. Aussi bien en Belgique qu'en Suisse et en Allemagne, où le commerce équitable est beaucoup plus développé qu'en France, dans le réseau Artisans du Monde, c'est la première période du Commerce Équitable. C'est une période de « militantisme ». Puis, dans les années 1985, il se produit une grave crise des cours du café et c'est là que l'on voit apparaître le concept Max Havelaar, qui représente peut-être aujourd'hui le deuxième temps du commerce équitable, cette idée beaucoup moins militante, beaucoup plus commerciale et beaucoup plus... disons médiatique. À cette époque, des producteurs de café en Amérique latine interpellent une ONG néerlandaise qui réalisait des programmes de développement assez classique en Amérique latine et d'appui à des petits producteurs. Ils l'interpellent en disant « C'est une bonne idée de nous soutenir, de nous aider sur les formations, etc. mais dans la grave crise du café que nous subissons actuellement, est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de nous aider à vendre directement sur les marchés de consommation en Europe, et donc de nous aider à maîtriser le prix d'achat du café ? ». C'était bien de cela dont il était question, de les aider à avoir accès au marché, et finalement à partager les opportunités économiques générées par le marché, au lieu que ce soit essentiellement les intermédiaires qui jouent sur ces fluctuations. Ce mécanisme est bien connu : ce sont les intermédiaires et les grands groupes occidentaux qui en profitent. Au passage, je rappelle que le numéro 1 mondial de la distribution de café c'est aussi le numéro 1 mondial des cigarettiers, c'est Philip Morris. C'est une petite chose qu'on ignore. Quand on fume des cigarettes, quand on utilise des produits cosmétiques, et quand on boit du café, je ne citerai pas cette marque très connue en France du « Gringo » qui tue presque un pauvre petit producteur - on l'a tous vu à la télévision - et bien c'est Philip Morris. Donc ce sont des enjeux effectivement énormes. Et le nom de Max Havelaar vient simplement d'un héros de roman qui avait justement représenté cette lutte des petits producteurs face aux grands propriétaires terriens et d'une certaine manière aux accapareurs.

Une deuxième étape : Max Havelaar

L'association Max Havelaar qui démarre aux Pays-Bas n'est pas une organisation qui va directement, comme les groupes Artisans du Monde et Oxfam, acheter à des producteurs et revendre à des consommateurs, mais Max Havelaar va labelliser et garantir une démarche, constituer un cahier des charges respectant des conditions plus justes pour les producteurs. Elle va convaincre les consommateurs des pays de consommation, qui sont essentiellement les pays occidentaux, de respecter et d'exiger un certain nombre de règles. C'est pour ça qu'aujourd'hui Max Havelaar est un logo, un label (il n'est pas encore une norme), un label qu'on va retrouver sur différentes marques de café et aussi chez des torréfacteurs. Max Havelaar va simplement imposer à des torréfacteurs de respecter les conditions de ce cahier des charges. Aujourd'hui, dans ce que l'on appelle les GMS (grandes et moyennes surfaces), chez Carrefour, dans les Hyper U et Monoprix, on peut trouver des cafés qui n'ont pas le même nom mais qui ont ce même logo, aussi bien que sur des marques de café qu'on retrouve dans les magasins Artisans du Monde ou dans d'autres réseaux comme Artisanat Sel ou Artisans du Soleil.

Cette deuxième étape du Commerce Équitable pose un problème par rapport à l'époque militante de la pédagogie envers un consommateur appelé à devenir acteur de ces choix de consommation. Il s'agissait d'une remise en cause de nos modes de consommation et, éventuellement, d'une contestation de ce système. Max Havelaar va être conduit, et je pèse mes mots, à faire plutôt le jeu du commerce c'est-à-dire que les petits producteurs, parce que c'est une réalité qu'il ne faut pas oublier de dire, vont pousser à ce que Max Havelaar écoule le maximum de volume. Alors, bien sûr, Max Havelaar garantit un prix minimum qui se situe nettement au-dessus des cours mondiaux. Et les petits producteurs disent : « c'est bien, mais il faudrait nous en acheter encore plus de quantité ». Apparaît alors un grand débat, qui s'est posé il y a une dizaine d'années, et qui se pose toujours : « Quel est le secteur de distribution qui peut absorber rapidement des volumes, où il est finalement le plus facile de diffuser ce type de produit ? C'est la grande surface ». Et, finalement, pour faire que ces volumes se diffusent en grande surface, les centrales d'achat vont référencer ce type de produits à condition qu'ils bénéficient déjà d'une forte notoriété. Ce ne sont pas les grands distributeurs qui vont faire la promotion, c'est d'ailleurs leur force. Ils paient à 90 jours fin de mois, ils paient donc les produits plus tard et ils imposent de faire la promotion du produit.

Donc Max Havelaar Hollande, puis les Max Havelaar européens, (en Belgique, en Suisse, en Allemagne c'est Transfert, en France c'est depuis 1997,...) vont être conduit à faire de la médiatisation. En Suisse, le café équitable représente 5% du marché, ce qui n'est pas mal. En France, il représentait 0,3% il y a deux ans, il doit être à 0,5 ou 0,6% actuellement. Et en Allemagne, je crois qu'il est à un peu plus de 1%. Cela

reste marginal. Mais Max Havelaar va donc faire connaître ce produit et utiliser tous les biais de la communication moderne pour faire suffisamment connaître le concept de commerce équitable (notamment le café) pour que les grandes surfaces acceptent de le référencer. Et là, c'est vrai, on a introduit un biais qui peut aujourd'hui poser problème avec un budget de communication qui devient important. Et avec une première question : au travers de la promotion du commerce équitable souvent subventionné par les pouvoirs publics, et de plus en plus, parce que les pouvoirs publics européens, d'abord néerlandais, puis allemands et aujourd'hui français, commencent à comprendre (j'ajouterais avec perfidie et hypocrisie) l'intérêt du commerce équitable comme acte de développement et d'aide au développement. Aujourd'hui, effectivement, on peut se poser la question : « est-ce que ces budgets de communication n'aident pas finalement les grandes surfaces à améliorer leur image et à se faire de la publicité à bon compte ? ». C'est une réelle question que l'on pourra reprendre.

La plate-forme du commerce équitable

La plate-forme du commerce équitable émerge en 1997 d'une rencontre de nous tous qui sommes acteurs dans ce domaine. Pour ma part, je représente une tendance au travers des SHOP, une organisation qui travaille essentiellement sur l'appui aux petits entrepreneurs sur l'Afrique de l'ouest, sur le secteur informel, sur les problèmes d'accès aux marchés locaux. C'est en effet une question qu'il faut se poser en terme d'autosuffisance, c'est aussi l'un des mots clés du titre, et c'est pour cela que je disais que l'on entre dans une problématique plus globale qui est celle du développement.

J'étais en Afrique la semaine dernière et j'assistais à une réunion sur le commerce équitable et les producteurs avertis de ce colloque disaient : « c'est bien gentil de mettre en cause chez vous, là-bas, le développement, maintenant que vous avez atteint un certain niveau de développement, mais nous qui n'avons rien... » Il m'a fallu une grande pédagogie pour leur répondre. En 1997 les différents acteurs, avec leurs tendances, leur histoire, leur philosophie particulière, (Artisans du monde, nous, Max Havelaar, le CCFD - Comité catholique contre la faim et pour le développement), engagés dans cette dynamique et fortement engagés dans les programmes d'aide au développement et, aujourd'hui, de citoyenneté et de responsabilisation, nous nous sommes aperçus qu'on avait à travailler ensemble. Et nous avons créé la plate-forme de façon informelle d'abord, puis, petit à petit, ce groupe va se formaliser et nous allons être conduits à communiquer dessus. Depuis trois ans, le concept a émergé; les médias s'en sont emparés car il est assez facile de communiquer sur le commerce équitable. Depuis 2 ans, nous avons commencé une quinzaine du commerce équitable qui a eu un certain succès, et pour la deuxième édition nous réalisons que le public maintenant connaît cette idée. Des sondages réalisés par

l'I.F.O.P. ont montré qu'en un an, on était passé de 9% à 25% de notoriété de cette idée. Mais, en même temps, le public est un peu perdu car entre-temps on a commencé à parler de commerce éthique et de commerce solidaire (ce qui rejoint la notion d'économie solidaire). Et le commerce équitable, en même temps, a été l'un des axes d'action du nouveau secrétariat d'État à l'économie solidaire, ce qui a complexifié les choses : où est-ce qu'il se situe ? Aujourd'hui, le ministère des Affaires étrangères est en train d'en faire un de ses axes d'intervention au nom de la politique de développement. Il y a donc des confusions. Le « commerce éthique » c'est quoi ? En gros, c'est le respect d'un certain nombre de critères : respect des droits de l'homme, du non-travail des enfants, de la non-exploitation de la personne, respect des droits syndicaux... C'est quelque chose qui est assez proche de ce qui se développe au sein des entreprises, ce qu'on appelle les normes sociales, la norme SA 8000 notamment. Auchan est en train d'essayer de l'obtenir, des groupes américains qui ne l'ont pas obtenue sont là-dessus. C'est l'idée de garantir un certain nombre de critères sociaux et donc de les préserver. Il est bien évident qu'à côté de cela, le commerce équitable - tel qu'Artisans du Monde le représente - va beaucoup plus loin, ce n'est pas quelque chose qui peut se normaliser, c'est plutôt un état d'esprit. La meilleure façon de résumer cet état d'esprit c'est de dire que le commerce équitable est un commerce dont l'objectif n'est pas de faire du profit. L'objectif est de partager un marché et d'assurer l'accès à des opportunités économiques pour des petits producteurs qui « n'ont pas grand-chose à se mettre sous la dent ». Mais aujourd'hui le commerce équitable est pris dans d'importantes contradictions, du même type que celles qui sont engendrées par « développement durable » ou la démarche éthique dans les placements financiers. Et nous sommes pris dans des enjeux énormes.

> Le réseau Cocagne

Jean-Guy Henkel (réseau Cocagne, France)

J'aimerais vous parler d'échanges et vous inviter à une petite ballade dans les jardins. En 1991, les initiateurs de ce qu'on appelle aujourd'hui les « jardins de cocagne », regroupés dans une association « réseau cocagne » dont je faisais partie, installaient à la périphérie de Besançon, une ville de l'est de la France, quelques précaires installations : des serres, des cabanes... Ils avaient la volonté un peu incroyable de produire des légumes bios et de les distribuer, sous forme de paniers hebdomadaires, à un réseau d'adhérents consommateurs. Et tout cela pour permettre à des adultes en difficulté sociale de retrouver un emploi - ou en tout cas une activité - et un peu de dignité. Si nous faisons un retour sur cette époque, nous constatons que ce concept, à un moment donné, alliait trois dimensions. D'abord celle très évidente de solidarité, d'ailleurs notre slogan c'est « cultivons la solidarité ». On était

en pleine période d'exclusion massive : les années 1980-1990. Si on a appelé la période 1945-1975 les 30 glorieuses, je crois, en tant que sociologue et travailleur social, qu'on pourra appeler les années 1980-1990 les « 20 désastreuses » ou les « 20 miséreuses » parce qu'elles ont généré un grand nombre d'exclus, de gens qui sont en véritable souffrance sur le terrain et pour lesquels il y a beaucoup de choses à faire pour qu'ils puissent véritablement s'en sortir. Donc, dans cette période, on était dans une espèce de tunnel avec des chiffres du chômage qui ne cessaient d'augmenter : ils faisaient un peu moins le yoyo qu'aujourd'hui. Cette initiative est apparue comme une petite lueur. On a bénéficié d'un autre courant, une autre vague sur laquelle, pourrait-on dire, on a un peu surfé : celle de l'agriculture biologique. C'était l'époque de crises agricoles successives, rappelez-vous : poulets à la dioxine, listériose, salmonellose, veau aux hormones, vaches folles, OGM... Comme le disait un sociologue, « La hantise de la mort plane au-dessus de l'assiette ». Et un certain nombre de gens se dirent : « Peut-être pouvons-nous penser à consommer autrement ».

Un autre petit phénomène, peut-être moins important, est celui de la mode des jardins. La parcelle désuète pour retraités, qui date du début du XX^e siècle, laisse place aujourd'hui à des espaces importants, multiformes, qui explosent un petit peu les cadres dans lesquels ils s'étaient cantonnés. Il existe des jardins à visiter, des jardins d'artistes, des jardins communautaires, des jardins thérapeutiques, des historiques, d'insertion, et même des jardins planétaires à Paris. Et des « jardins au carré », dit un ami qui a écrit un bouquin où il vous invite, si vous n'avez pas de terrain, à faire un jardin dans un mètre carré : si vous êtes un peu moins fainéant, vous pouvez attaquer un deuxième mètre carré, voire un troisième, vous gérez un peu comme vous voulez.

Si je reviens un peu à cette époque, c'est difficile pour moi de parler de distribution de légumes bio et des problèmes que l'on souhaite aborder dans cet atelier sans faire un petit crochet par ces phénomènes de pauvreté qui traversent ce pays. Moi, j'étais, avec des amis, auteur de cette première initiative « jardins de cocagne », des travailleurs sociaux complètement exténués, simplement parce que nous étions dans des endroits où il fallait endiguer des vagues de misère qui n'arrêtaient pas de nous tomber dessus. Et, d'une certaine manière, on confie encore beaucoup la misère à quelques spécialistes du social ; en gros « moins on les voit mieux on se porte ».

A cette époque-là aussi apparaissait, à travers une loi qui a été importante en France - le RMI - une nouvelle catégorie de population issue du monde de l'agriculture. Et oui, on découvrait que, dans notre pays, dans nos vertes vallées, il y avait des gens qui ne s'en sortaient pas et qui étaient issus du rural. Ces gens commençaient à faire appel à des structures un petit peu comme les nôtres pour essayer de trouver des solutions d'emploi. Et tout ce qu'on pouvait leur proposer était des solutions de type citoyen, qui ne leur convenaient

absolument pas. Donc l'idée nous a pris de vouloir créer une exploitation de type agricole et d'associer une démarche agricole à une démarche d'insertion. C'est très facile à dire, mais c'est très compliqué à faire, quand vous investissez des domaines qui ne vont pas bien. Dans le domaine de l'agriculture, il y avait plus d'un million et demi d'agriculteurs il y a encore très peu de temps. Aujourd'hui, il en reste 650 ou 700 mille et l'on susurre dans les couloirs autorisés que 200 ou 300 mille ce serait un bon équilibre pour la France. C'était donc un secteur qui dégringolait par pans entiers. Quant à celui des entreprises d'insertion, j'ose à peine en parler, mais vous donne simplement un chiffre : deux sur trois ont fermé leur porte depuis 20 ans. Voilà, avec de très belles idées, vouloir associer deux secteurs qui se cassent la figure, ce n'était pas forcément des plus opportuns.

Cultiver la solidarité et des légumes bios

Néanmoins, on s'est aperçu que si le fait de reprendre une structure agricole classique, de type conventionnel, était largement au-dessus de nos moyens, il y avait peut-être un autre type d'agriculture à faire. Et, à travers des expériences que nous avons pu visiter à Genève (en Suisse) et en Allemagne, avec des lectures que nous avons pu faire sur les CSA des États-Unis, ou les coopératives japonaises depuis une quarantaine d'années, nous nous sommes aperçus que des gens avaient inventé d'autres formes de distribution, en particulier celle des circuits courts. Cette idée « jardins » est née un peu comme ça et nous avons commencé à cultiver la solidarité et des légumes bio en trouvant des adhérents consommateurs sur la ville de Besançon. Nous avons fait une petite plaquette d'information, informé des réseaux dont nous étions proches en disant « nous voudrions produire des légumes bios pour permettre à des gens de faire des contrats de travail et de les payer. Mais il faudrait que, de votre côté, vous puissiez participer en achetant ces légumes, vous aurez donc chaque semaine un panier de légumes bios ». Nous voulions surtout que ce ne soit pas misérabiliste, style « vous donnez de l'argent, on vous donne des légumes en contrepartie ». Je crois que c'est très important aussi pour des gens qui ont tout de détruit dans leur vie. L'acte marchand, là, possède une extrême importance. Il existe d'autres formes de jardinage. Il ne s'agit absolument pas de leur jeter la pierre, bien au contraire, parce que ce sont d'excellentes initiatives mais qui parfois manquent un tout petit peu d'enthousiasme, car il manque justement cet acte marchand qui est un acte très valorisant.

La lisibilité de cette action a fait que j'ai été amené à gérer un problème que je ne connaissais pas, celui de la communication. La presse dans ces années noires s'est abattue sur nous en disant : « parlez nous de ce que vous êtes en train de faire ». Et les reportages télévisés se sont succédés, de nombreuses personnes de toute la France nous ont téléphoné en disant « Est-ce que nous ne pouvons pas faire la même chose ? ». Bien entendu, il est de tradition dans le monde

associatif, quand quelqu'un a besoin d'un coup de main, de lui dire « voilà autour de quelle éthique et autour de quelle pratique nous avons développé ces Jardins de cocagne. Si vous le voulez, nous pouvons tout à fait vous aider ». Mais il nous a fallu gérer un phénomène qui était beaucoup plus important qu'on ne pensait à l'origine, puisqu'il s'agissait de centaines, de milliers de personnes. C'était un petit peu comme cette image que me donnait un ami botaniste : quand il ne pleut pas sur des déserts pendant des années, il y a pourtant des graines qui sommeillent; un petit coup de pluie les réveille et ça fait des petites fleurs qui viennent embellir ce désert pendant très peu de temps. Mais il y avait des petites graines qui sommeillaient dans tout ce pays, beaucoup de gens qui avaient envie de faire quelque chose autour de ces jardins. Nous avions là un concept qui semblait intéressant.

Quand on parle de développement, je n'en suis pas forcément un penseur mais un acteur. C'est-à-dire que mon boulot, c'est d'être un nomade dans tout le pays, et maintenant dans d'autres pays de la communauté européenne puisqu'en Belgique et en Italie on s'intéresse au montage de ces Jardins de Cocagne. Il faut donc garder un caractère très pragmatique pour monter ce type de jardin. Et il s'est posé tout de suite un grave problème nous concernant : c'est que ce n'est pas parce qu'on avait réussi une opération, aussi belle soit-elle, dans une petite ville de province de l'Est de la France qu'on pouvait la reproduire, ni qu'elle donne autant de résultats. Comment reproduire une idée sans la dénaturer ? Deux grandes solutions sont envisageables. Une première, dont les gens de la grande distribution sont des grands spécialistes, c'est un système de franchise. Mais je ne pense pas qu'ils aient beaucoup de préoccupations citoyennes, sociales en terme de développement local quand ils décident d'une nouvelle implantation d'un magasin. Donc je voyais mal comment on pouvait devenir des espèces de « mégalos » ou plus pragmatiquement des espèces de « mac do » de l'agriculture bio, c'est-à-dire développer des Jardins selon des principes que nous aurions érigés. Justement, l'idée de ces jardins de Cocagne fait appel à une éthique alliant de la solidarité à une démarche environnementale, on travaille en agriculture bio, en voulant en faire des lieux extrêmement ouverts et citoyens, donc qui agissent énormément sur le développement local.

Une charte et quatre principes

La forme de reproduction de ce type de structures ne pouvait se faire, en tout les cas c'est comme cela que nous l'avons pratiqué, qu'autour d'une charte éthique. Cette charte aujourd'hui est toujours en vogue. Je ne vais pas vous la réciter, mais il y a 4 grands principes : on ne peut pas être « Jardins de cocagne » si on ne travaille pas avant tout avec les exclus. Notre premier métier est un métier de solidarité, c'est-à-dire d'accueillir, de fournir des contrats de travail, trouver des solutions d'insertion à des publics en grande difficulté sociale. La deuxième chose c'est forcément de travailler dans le cadre

de l'agriculture biologique. Pourquoi avoir choisi mordicus et d'entrée l'agriculture bio ? C'est qu'il y a une tradition dans l'insertion en France que je connais bien, c'est qu'on cantonne toujours les pauvres à faire le travail que les autres ne veulent pas faire. Ou, en tout cas, on les cantonne souvent à faire des boulots pas très gratifiants. On s'est dit « Quant à produire des légumes, produisons ce qui est le plus haut de gamme, c'est valorisant pour tout le monde ». Et en plus, commercialement, on investissait un secteur qui progresse de 25% par an. Le troisième critère, c'est ce critère d'adhérents consommateurs. C'est peut-être le plus important dans la thématique de cet atelier. Nous n'avons pas du tout souhaité avoir de simples consommateurs qui nous donnent de l'argent contre des paniers de légumes. Nous avons souhaité aussi que ce soit des gens qui s'associent à la démarche de l'association, qu'ils investissent, même si ce n'est pas forcément toujours très simple, qu'ils donnent un peu de temps, qu'ils organisent des ateliers, qu'on organise des rencontres. Effectivement, que sommes-nous en train de faire là ? Ce qu'à longueur de colloque on appelle du lien social, du lien entre inclus et exclus. Très pragmatiquement, ce peut-être tout simplement des adhérents qui aiment bien faire la cuisine qui viennent aider des gens en insertion qui prennent des légumes, et l'on se fait un repas collectif sur le jardin. Et là, il se noue de véritables liens entre des catégories de populations qui n'ont plus véritablement la possibilité de se rencontrer.

Et le quatrième grand critère, qui est relativement important, c'est que nous voulons une collaboration obligatoire de chaque jardin avec le secteur professionnel local, et plus particulièrement celui de l'agriculture biologique. Je peux peut-être faire une petite parenthèse sur la situation des maraîchers bio en France pour que vous l'ayez bien en tête. Car si vous pensez que, parce qu'on est dans un secteur extrêmement porteur, on gagne beaucoup d'argent, détrompez-

vous. La plupart des exploitations de maraîchage bio, en France, en tout cas celles qui sont relativement modestes, sont constituées par 2 personnes, souvent un couple, sur 2 hectares de terrain, qui vont travailler 10-12 heures par jour (on est très loin des 35 heures), sur 10 mois de l'année, qui vont bosser le week-end pour distribuer sur le marché local, et tout cela pour se faire six ou sept mille francs pour deux tous les mois. C'est donc là un secteur qui n'est pas vraiment facile. Il ne s'agit pas, à travers l'implantation de Jardins de Cocagne, de gêner la distribution et le développement de ces gens-là. On s'est aperçu que 95% des adhérents ne sont pas des gens qui renoncent à faire le marché ou à aller chez le maraîcher bio d'à côté. Ils nous disent deux choses très importantes « Grâce à votre panier de légumes, je mange un peu plus de légumes. Et puis, effectivement, je les achetais avant plutôt au supermarché ». Et là je vous rassure tout de suite : ni les hypermarchés ni nous, cela ne nous empêche de dormir. Eux parce que vu nos chiffres d'affaires, c'est complètement dérisoire, et nous car ils ont largement de quoi gagner de l'argent autrement.

À travers ce principe se sont créés ces différents Jardins; une association nationale a été fondée, dont je suis l'animateur aujourd'hui, qui s'appelle le réseau Cocagne et qui regroupe 70 jardins. Il s'en monte 10 à 15 chaque année. Ça permet de donner un emploi et de trouver des solutions d'insertion à environ 1500 personnes par an, et nos adhérents consommateurs sont environ 12000 aujourd'hui. Je pourrais parler un peu de tout ce que nous faisons au plan national : nous avons un petit outil d'information qui paraît tous les deux mois, une petite publication qui s'appelle « L'Arrosoir » (donc qui cherche à arroser), qui donne la parole à tous les acteurs du jardin : les jardiniers s'expriment, les adhérents s'expriment... Enfin, nous sommes soutenu également par un certain nombre de collectivités.

Débat

Un intervenant

Je fais partie d'un jardin associatif potager. Je voudrais parler du commerce équitable. Je me demande si le commerce équitable aujourd'hui n'est pas un cheval de Troie du développement dans le monde associatif. Je suis un peu effrayé quand j'entends le discours aujourd'hui des tenants du commerce équitable. Dernièrement, à Lyon, à propos des rencontres de Porto Alegre, j'entendais des gens nous expliquer qu'il faut manger des bananes éthiques, parce que c'est

très bien : ça permet à des gens à l'autre bout de la planète de vivre dans des conditions décentes. Et je sais très bien qu'en mangeant une banane, je ne fais pas que manger la banane, je bois aussi 4 fois son poids en pétrole, c'est ce qu'il a fallu pour transporter cette banane. Et, de toute façon, si je consomme quelque chose qui vient de l'autre bout de la planète, il y aura forcément de l'exploitation et l'on retombera sur le cercle vicieux dans lequel notre société s'enferme. Ce sont des exemples qu'on entend très sou-

vent au sujet du commerce équitable. Sans compter qu'aujourd'hui une société comme Max Havelaar va beaucoup plus loin, puisqu'elle importe des fleurs d'Afrique dans des avions réfrigérés. Et plus loin que tous ces problèmes, il y a un discours de soumission à l'idéologie dominante qui est de dire que « de toute façon le monde est ainsi et l'on ne peut rien y faire, il faut l'aménager ». Alors que nous savons bien que les solutions doivent être prises à la racine, comme le disait Serge Latouche hier, que la vraie

solution est de produire et consommer localement et qu'il ne faut pas avoir peur de l'affirmer sans cesse. C'est pour cela qu'aujourd'hui ce commerce équitable est pour moi un véritable Cheval de Troie de ce qu'on appelle le développement.

Je vais plus loin dans la provocation : je me demande aujourd'hui si des sommets comme Porto Alegre, aussi, ne sont pas un Cheval de Troie du développement. Les gens qui prennent l'avion tous les ans, c'est moins de 1% de la population mondiale. On voit un certain tourisme militant se développer : des militants qui prennent l'avion et qui ne se rendent pas compte qu'ils font partie d'une frange extrêmement infime de la population de la planète qui peut se permettre ce style de comportement. En plus, on apporte une solution mondiale à un problème qui est franchement local et les vraies solutions sont à mon avis locales. Je pense qu'il faut prendre conscience que prendre l'avion est un acte grave, à la fois environnementalement et socialement. Je pense que la vraie solution est de boycotter ce mode de transport pour revenir à des solutions locales, pour pouvoir exercer une véritable solidarité avec les autres personnes qui peuplent le globe.

Agnès Bertrand

Pendant qu'on est en train de discuter sur ces problèmes, très importants bien sûr, il se prépare de grandes manœuvres au nom du développement durable que l'on ne peut pas ignorer. On est en train de refaire le coup de Rio. Vous vous rappelez Rio 1992, le sommet de la Terre. On allait parler de la protection de la biodiversité, etc. et pendant ce temps-là, au GATT, on empochait les brevets sur le vivant et donc les OGM, les variations de quotas de l'agriculture... Ce qui se passe maintenant, c'est bien pire, à puissance 10. À Johannesburg, on prépare le sommet sur le Développement durable, qu'il faut tout de suite rebaptiser « domination durable » parce que déjà le business est tellement bien infiltré qu'il contrôle le programme officiel de ce sommet, qui devait avoir lieu en septembre, mais se

tiendra en août pour garder le mois de septembre pour la célébration du 11 septembre. Il y a vraiment un transfert de pouvoir, une espèce de gouvernance internationale, et personne ne la contrôle. Les ONG font un contre-sommet, mais les vraies affaires ne se passent pas là de toutes façons. C'est bien que nous soyons nombreux à ce colloque et que des gens aient déjà cette perception de ce qu'était le développement. Ils pourront dénoncer cela, car trop de gens vont dans des forums sur le développement durable qui sont financés par les firmes. Et les ONG, soi-disant non gouvernementales, sont de plus en plus financées par les gouvernements ce qui engendre un brouillage tel que, pendant qu'on nous sert cette bouillie de chat, on risque d'aller vers un changement irréversible du statut de toutes les ressources naturelles, car les ministres auront cédé, signé, et derrière ce sont les sanctions du tribunal de l'OMC avec rétorsions économiques. On sait que ce sont des petits groupes qui vont lancer l'alerte et alerter les ONG de « développement », qui de toutes façons ne savent pas qu'aujourd'hui qu'elles sont en train, au nom du développement durable, d'accompagner la privatisation des services publics. Cela renvoie à tout ce que nous a très bien expliqué Aminata Traoré à la tribune à propos des PPTE (programme pour les pays très endettés).

Jacques Berthelot

Je voudrais commenter et compléter un petit peu ce qu'a dit François de Ravignan autour du thème du protectionnisme. C'est un terme considéré comme absolument honteux, une attitude égoïste. Moi je pense, au contraire, comme l'a dit Vandana Shiva, que le protectionnisme n'est pas contre le libre-échange des puissants et qu'en fait la protection à l'importation est la forme de soutien des agricultures la moins protectionniste. C'est la forme de soutien qui est la plus équitable parce que en fait c'est la seule forme de soutien qui soit accessible aux pays pauvres : 80% des pays de la planète n'ont pas d'argent

pour soutenir leur agriculture. Non seulement ils ne la soutiennent pas par des subventions, mais au contraire ils la taxent à l'exportation. Toutes les formes de soutien interne, budgétaire ou a fortiori à l'exportation, même les soutiens dits « de la boîte verte », dits « découplés des prix ou de la production », et donc tous les soutiens budgétaires, ont un effet de « dumping ». Et il faut revendiquer la protection à l'importation, au contraire, comme la forme de soutien la moins protectionniste, ou dire tout simplement que c'est la forme de soutien la plus équitable, la plus solidaire, la seule forme de soutien des agricultures qui n'ait pas d'effet de dumping.

Le scandale commence avec le GATT originel de 1947. C'est là qu'est le ver dans le fruit, l'escroquerie majeure, puisque le GATT a autorisé deux définitions du dumping. Il a dit, comme tout un chacun ici : « le dumping c'est l'exportation à un prix inférieur au coût de production ». Mais il a aussi autorisé une deuxième forme : « il n'y a pas de dumping si on exporte au prix du marché intérieur ». Et c'est de cette escroquerie majeure que s'est servie la PAC pour se réformer en 1992 et 1999, en ce sens qu'on a dit : « on va abaisser le prix du marché intérieur, notamment pour les céréales et progressivement pour la viande bovine, au niveau du prix mondial ». On y est arrivé actuellement. Donc, depuis un an et demi, l'Union Européenne a exporté la majorité de son blé et de son orge au prix mondial, c'est-à-dire 101 euros la tonne. Mais comme le coût de production du blé en Europe, et notamment le blé français qui est le plus compétitif, est de l'ordre de 160 euros la tonne, il est bien évident que les producteurs ne pouvaient pas s'en sortir s'ils ne recevaient pas des contribuables européens 63 euros par tonne. Mais, vis-à-vis de l'OMC, il n'y a pas de dumping. En fait, le dumping a augmenté puisqu'en 1992 les subventions explicites à l'exportation sur les céréales étaient de 2,2 milliards d'écus. En 1999, elles étaient tombées à 883 millions d'euros, mais il y a eu 2,1 milliards d'euros d'aides directes

afférentes à la partie des céréales qui ont été exportées. Donc, globalement, on a eu près de 3 milliards d'euros de subventions réelles à l'exportation sur les céréales, c'est-à-dire une augmentation de 36 % par rapport à 1992. Et l'Union Européenne proclame : « Voyez, j'ai baissé des deux tiers mes subventions à l'exportation, maintenant je fais du fair trade ». Mais, en fait, c'est une énorme mascarade qu'il serait urgent que les pays pauvres et toutes les ONG dénoncent.

François de Ravignan

Je trouve que c'est tout à fait justifié d'aider les agricultures, et là je prends parti contre une tendance actuelle qui consiste à dire, notamment en Europe « c'est abominable, ça coûte très cher aux pauvres consommateurs de soutenir les agriculteurs ». Il faut dire que depuis 1860 les prix agricoles n'ont cessé de baisser, et l'agriculture étant la première historiquement des activités économiques, c'est normal que ce soit elle qui paie quand l'activité se diversifie, donc il y a une détérioration des termes de l'échange qui est structurelle pour l'agriculture. Il est donc absolument normal que l'agriculture soit soutenue. Et si on ne le faisait pas, il n'y aurait plus d'agriculture du tout. Je crois important de le dire par rapport à une tendance qui est actuellement très virulente contre le soutien à l'agriculture.

Un autre intervenant

Il ne faut pas la soutenir avec des aides directes, il faut la soutenir à l'importation, au moins que les consommateurs paient leur nourriture au prix normal. C'est-à-dire le prix qui assure un revenu décent à un maximum d'agriculteurs.

François de Ravignan

Je veux bien. Mais ce n'est pas le prix actuel en tout cas. Je voudrais répéter ce que j'ai dit à la fin de mon propos : je suis tout à fait pour que l'on développe, pour le moment, ces formes de protectionnisme local, puisqu'on ne peut avoir de protectionnismes nationaux, que sont la

vente directe, la transformation sur place des produits, les circuits courts. Dans la région où j'habite, l'Hérault, il ne devrait même pas y avoir d'agriculture. Je suis très admiratif de ce que font un certain nombre de paysans, notamment dans le domaine de la viande. Je peux dire qu'il y a 20 ans, j'avais donné à un groupe d'agriculteurs les conclusions d'une étude que j'avais faite sur le commerce agricole dans cette région en disant « le circuit court est la seule solution ». Un éleveur s'est levé et m'a dit « tu es complètement fou, François ». Vingt ans après, il y a au moins 15 éleveurs qui font ça dans le pays. Je ne dis pas que j'étais un précurseur, mais simplement que la nécessité les a obligés à aller dans ce sens-là. L'abattoir de la petite ville de Quillan, qui est à 50 km de chez moi, travaillait à 90 % pour les chevillards il y a 20 ans, aujourd'hui il travaille à 90% pour la vente directe. C'est tout de même une preuve qu'il y a des choses qui changent dans le local.

Simon Charbonneau

Il y a un concept que l'on devrait populariser : je ne l'ai trouvé nulle part et pourtant c'est un concept politique fondamental. De même qu'on a inventé le fédéralisme politique, on devrait inventer le fédéralisme économique. Je trouve que c'est un concept que l'on devrait creuser, développer. Je pense que c'est une excellente réponse à la mondialisation. Le fédéralisme étant tout simplement d'appliquer les règles de production de proximité. C'est ce que défend François de Ravignan, c'est ça ce que ça veut dire, seulement c'est un nouveau concept politique.

Pietro

Je suis du comité du projet du commerce équitable italien. J'ai entendu la façon dont cela a été présenté en France. Je crois qu'il y a des contradictions, on vit dans les contradictions. Quelqu'un a dit que le commerce équitable n'est pas intéressant. Je voudrais savoir ce qu'il mange, où il vit, comment il s'habille et s'il est venu à métro ou à pied. Moi, de

toute façon, je voudrais un peu présenter ce qu'est le commerce équitable italien parce qu'il a une histoire différente de son homonyme français. Il est né en 1988 et disons qu'on ne fait pas du commerce équitable comme on l'entend en France : on l'appelle commerce « equisolidale », c'est équitable et solidaire et ça ressemble plutôt au commerce éthique comme on l'a dit. Personnellement, je suis chargé de l'évaluation éthique. Nous allons directement chez le producteur, ou bien eux-mêmes nous contactent. On donne 50% en base, au début. Après on essaie de donner un prix équitable. Normalement cela dépend un peu du type de produit. Mais si on prend un produit comme le café, on peut donner le double du prix normal, et s'ils font de l'agriculture bio, ou bien s'ils ont des projets sociaux au niveau de l'association, on peut augmenter le prix. Cela dépend aussi comment le producteur se pose. Et l'on essaie de continuer dans le temps le rapport commercial avec le producteur. Mais ce que je tiens à dire c'est que le mouvement (on ne peut pas parler de commerce seulement), compte en Italie 350 boutiques gérées par des associations ou bien par des coopératives complètement autonomes, où il y a 95% des gens qui sont bénévoles. Donc il y a un engagement. Et le produit, désormais, on ne le prend plus seulement dans les pays du Sud, mais on le prend aussi dans les coopératives sociales italiennes. Donc ça change : ça rejoint un peu le discours de « consommer au niveau local ». Mais il y a quand même un échange, car on croit que de toute façon on est interdépendant les uns des autres. Nous allons aussi chez les producteurs, et certains producteurs viennent chez nous et nous expliquent ce qu'ils font, et surtout ils regardent comment nous vivons. Ce qui se passe maintenant, c'est qu'il y a une croissance côté commercial, surtout après ce qui s'est passé autour du forum social, mais il y a surtout une croissance au niveau de la participation des gens. Et l'on fait de l'éducation à la consommation, à certains concepts comme le biologique ou la consommation locale et

traditionnelle. Mais aussi on essaie de présenter quelles sont les injustices mondiales au niveau commercial. Ce n'est pas seulement du commerce, on est devenu plutôt un centre culturel, un centre social interculturel. Ce sont des lieux répandus en Italie : même le petit village a sa petite boutique. A la place de ce qu'il peut y avoir ici en France, vous avez un État un peu plus fort, un État social un peu plus fort, chez nous vous savez très bien qu'elle est notre condition politique et je crois qu'il y a des valeurs différentes : il ne faut pas seulement voir le côté commercial, mais il faut voir aussi le côté social, culturel et de participation des gens.

Un autre intervenant

Ma première remarque porte sur l'échange qu'il y a eu tout à l'heure entre le monsieur qui s'occupe d'agriculture de montagne et celui qui se préoccupe de la subvention excessive, échange qui s'est conclu par le contribuable au profit de l'agro-business, ou quelque chose comme cela. Ce n'est pas mon domaine, mais il me semble que vous serez tous d'accord dans ce débat pour dire que la difficulté est de distinguer entre le gros producteur qui n'a pas besoin des subventions parce qu'il en a les moyens, la surface financière et les moyens industriels, et le petit producteur qui lui en a besoin. Et cela est une situation qui est propre aussi bien au nord qu'au sud : c'est un élément dimensionnant du débat de savoir distinguer entre ceux qui y ont droit et ceux qui n'y ont pas droit. Je passe rapidement au deuxième sujet : ce que j'ai entendu sur le commerce équitable et sur Max Havelaar. Vous avez dit, qu'en tout cas les produits sont achetés à un cours très supérieur au cours mondial. Pour moi c'est la partie la plus importante de l'information que j'ai entendue. Cela veut dire que si effectivement on sait s'arranger pour que ce soit uniquement les petits producteurs qui en bénéficient c'est possible. Il y a un problème technique, un problème de traçabilité, c'est comme pour la vache folle. Ce grain de café que j'achète Max Havelaar, com-

ment garantir que c'est bien un petit producteur qui l'a fait, que derrière il n'y a pas une multinationale qui l'a produit à bas coût. Donc il y a un problème de traçabilité. Si vous me laissez encore la parole, il y a un autre point que je voudrais aborder, c'est celui des conditions de l'efficacité. Je crois qu'une chose nous unit dans cette salle, c'est de faire en sorte que notre discours et nos idées se propagent, se développent, soient entendus par le maximum de gens. Alors si on renonce à se déplacer en avion pour faire entendre notre programme simplement au nom de la doctrine pure et dure, je comprends que c'est très mal de se déplacer en avion, c'est mauvais pour le changement climatique, je suis tout à fait d'accord, mais il y a un problème d'efficacité dans l'action : si on veut être entendu, il faut s'en donner les moyens. Moi les gens qui font du commerce équitable je ne trouverais pas anormal qu'ils embauchent un jeune diplômé d'une école de commerce pour se battre avec les multinationales avec les moyens qu'elles utilisent. Si vous voulez être efficace, employez des directeurs de communication et des responsables marketing. Vous avez fait un coup médiatique avec le titre qui est « Défaire le développement refaire le monde », et c'est comme cela qu'on peut avancer.

Silvia Pérez-Vitoria

Je voudrais préciser que nous n'avons absolument pas fait un « coup médiatique »...

Intervenant

C'en est un quand même, c'est à faire pâlir de jalousie un directeur de communication.

Silvia Pérez-Vitoria

Écoutez, je voudrais rectifier les choses : notre association existe depuis une douzaine d'années, c'est notre thématique depuis le début. Simplement, aujourd'hui, nous en parlons beaucoup plus largement que d'habitude. Cela fait dix ans qu'on travaille sur cette question-là : il n'y avait aucun but de faire un

« coup médiatique ».

Une question très importante se pose aussi bien au niveau du commerce équitable qu'au niveau du commerce tout court, qui est cette notion du prix juste. Parce que lorsque le commerce équitable dit : « nous achetons le café 2 fois ou au-dessus du prix du marché », est-ce que le prix du marché est le prix juste ? À partir du moment où il y a des subventions, où il y a du dumping, ça n'a aucun sens. Je crois que la question du prix, c'est-à-dire la capacité pour un groupe social de déterminer quel est le prix juste, est quelque chose d'absolument fondamental et que vraisemblablement cela ne peut pas se faire au niveau international. Ça peut se faire peut-être dans le cas d'un exemple comme les Jardins de Cocagne, où les gens sont d'accord : ils décident que, pour faire vivre les personnes, c'est ce prix-là qui est le prix juste. Et ce n'est pas le prix du marché au sens de la compétition.

Olivier Hauville

Nous sommes au cœur d'un débat extrêmement large qui rejoint les différentes interventions. Faut-il manger la banane qui est venue par avion ? J'étais dans un avion hier pour revenir du Bénin. Et je rejoins ce qui était dit sur les Jardins de Cocagne. Notre débat, c'est tout le problème entre le local et le global. Je vais vous donner un exemple : nous avons commencé ces programmes en Afrique. Pourquoi ? Parce que nous avons été interpellés. Qu'est-ce qu'on fait face à des gens qui n'ont absolument rien pour soigner leur enfant qui est malade dans la nuit et qui n'ont pas les 2000 francs CFA pour payer l'hôpital ? Nous sommes face à ce problème humain. Bien sûr, comme l'a dit Axel Cabou, on doit refuser le développement... Mais il y a une autre pratique, que j'avais apprise il y a quelques années, on part de là où les gens en sont. Parce qu'il y a des urgences aussi, il y a des problèmes d'humanité. Et c'est notre problème de citoyenneté et de responsabilité, d'éthique personnelle, parce que nous sommes tous responsables de ça dans

nos consommations. Comment fait-on face à quelqu'un qui n'a pas grand-chose, qui n'a pas accès au marché, qui tout simplement n'a pas accès au revenu pour demain ? Bien sûr, c'est la politique de colonisation qui a fait qu'aujourd'hui il est en ville et plus dans le village. Bien sûr, c'est la politique de colonisation qui a fait qu'il cultive du café ou du coton, des cultures de rang que nous avons introduites au XVIII^e siècle pour nos besoins. Mais comment est-ce qu'on reconstruit ? Et c'était une interpellation de quelqu'un à Porto Alegre, un Brésilien qui me disait « Comment vous allez reconstruire là derrière ? »

J'étais avec des femmes l'autre jour qui débattaient ensemble simplement du droit à la succession : comment elles peuvent hériter du mari et comment elles ne veulent pas, elles, que leur mari hérite parce qu'il va prendre d'autres femmes qui utiliseront leurs affaires. Et sur un petit problème précis comme cela, elles étaient en train de poser tout notre débat entre le local et le global. Alors, sur la banane, vous avez raison, mais est-ce qu'on va faire venir ces produits par bateau, en barque ? Je crois qu'on peut partir du domaine local, on peut avoir des pratiques, mais ne nous enfermons pas dans ces pratiques, par exemple du commerce équitable, ayons en tête ce que disait Agnès Bertrand, cette manipulation par des groupes, essayons d'interférer sans arrêt. Mais si on commence à tout casser, je ne suis pas sûr qu'on avancera très vite.

Un autre intervenant

Je suis agriculteur, je viens de transmettre mon exploitation. Peut-être qu'il y a quelques années, elle serait passée pour une grosse exploitation. Mais néanmoins je me posais énormément de questions. J'avais des problèmes parce que justement dans les années 1970, j'ai senti avec d'autres le piège dans lequel nous étions pris. Plus exactement dans les filières qui étaient mobilisées face au marché. Si les petits producteurs, ceux qui étaient sensés ne pas être capable de se débrouiller tout seul, n'ont pas été

aidés au même titre que les gros producteurs, ce n'est pas par hasard. Je pense que dès le départ, quand la loi d'orientation agricole complémentaire a été instituée en 1960-62, il est évident que tout le monde s'est aligné derrière la bannière de la rationalisation de la production, tous ces grands mots. Il y a eu une énorme confusion. On nous a dit qu'avec cette rationalisation, on s'en sortirait. Or force est de constater, je suis breton, que 4 exploitations sur 5 ont été éliminées en 40 ans. Quels sont les résultats pour ceux qui restent ? Problèmes sociaux, solitude, la liste est longue, et ce n'est pas fini. J'ai vu un administrateur du Crédit Agricole, un jeune ingénieur, qui me disait : « Nous en sommes à travailler cette année sur le thème de 'comment relancer le mutualisme' ». C'est triste et pitoyable. Il est évident qu'il y a eu une confusion dès le départ et c'est là que je veux en venir : est-ce que c'était asséoir le marché, assurer le triomphe de la marchandise ou bien sauver les populations ?

Mais les ténors, ceux qui entraînaient les différentes filières en question, savaient pertinemment pour bon nombre d'entre eux où ils voulaient en arriver. Toujours est-il que la très grande majorité des gens ont été victimes, qu'ils aient été éliminés ou qu'ils aient survécu. Ma fille était ingénieur, elle a fait le choix d'être agricultrice, elle aurait pu faire un autre choix. C'est donc qu'il y a des possibilités. Mais de grâce ne confondons pas ces deux choses : assurer le bien-être des populations, et puis se positionner sur le marché - deux choses que le commun des mortels peut distinguer aisément. François de Ravignan pourrait peut-être compléter. Il est d'une autre région. Nous, la Bretagne, on est un peu au tribunal parce qu'on est les champions du productivisme. Nous l'avons été, mais à présent nous avons énormément de problèmes. Et si je suis là aujourd'hui, c'est un peu pour trouver la réponse à ces questions, réponse que j'ai déjà échafaudée en partie avec d'autres, parce qu'il faudra bien y arriver, les problèmes sociaux sont d'une telle importance que ça ne peut que capoter à terme.

François de Ravignan

Je pense que, comme vous l'avez dit, on est arrivé à ce qu'on n'avait pas voulu. C'est-à-dire que le développement agricole tel qu'il a été conçu en France, et tel qu'il s'est déroulé dans les 30 dernières années, est destructeur de l'environnement, destructeur de la population agricole, ça vous le savez, vous l'avez dit vous-même. Nous risquons d'arriver à un laminage de la production elle-même. Personnellement j'en suis tout à fait persuadé, bien qu'à l'INRA on n'ait jamais voulu me croire sur ce point.

Claude Giraud

Je suis agricultrice. On ne doit pas être très nombreux et encore moins nombreuses dans la salle. Je produis des légumes biologiques. Je suis à la Confédération Paysanne et je voulais intervenir sur quelques points du débat d'aujourd'hui. Je constate que pour le café par exemple, on s'est préoccupé du café équitable dans les années 1985, à l'époque où les réglementations internationales sur le commerce du café tombaient en désuétude. Je fais exactement le même constat pour ce qui est de la lutte contre l'exclusion. Notre système économique produit de l'exclusion et les jardins de Cocagne sont apparus en terme de « pompier social ». Attention : ce que vous faites est très bien et je ne vais pas critiquer. Mais, dans les deux cas qui nous sont proposés aujourd'hui, nous faisons le constat que c'est parce que les politiques ont démissionné de leur rôle et de leur fonction qu'il a fallu que la société civile prenne en charge le problème. Alors aujourd'hui je constate que l'agriculture devient à la mode. On s'intéresse à nous et j'en suis ravie. Pour information, José Bové n'est pas là parce qu'il est au Salon de l'agriculture, courtois tous les jours par les candidats à la présidence de la République : hier c'était Robert Hue, François Bayrou et Charles Pasqua, pour vous dire. Donc, en réponse à nos amis qui s'interrogent sur l'utilité de faire des voyages par avion, je voudrais dire que politiquement vous pouvez agir et nous aider pour acquérir

une politique, une nouvelle PAC qui soit un peu plus respectueuse des paysans, et je pense à nos amis paysans des pays de l'Est. C'est très important, et apparemment ce n'est pas gagné, que ces gens-là soient respectés : la modernisation qu'on nous a proposée pendant les « 30 glorieuses » va leur être imposé à eux en 4 ou 5 ans, c'est-à-dire que la moitié d'entre eux vont disparaître. Alors, aidez-nous !

Une autre intervenante (anglophone)

un point sur les subventions à l'agriculture. Je ne sais pas comment cela se passe en France, mais en Angleterre, les subventions sont passées clairement du soutien à la production à l'encouragement de mesures environnementales,

Une autre intervenante

J'ai simplement besoin de quelques éclaircissements très concrets sur ce qu'on appelle le Commerce équitable. Tel qu'il a été présenté pour l'instant, on a le sentiment qu'il s'agit de reconnaître une démarche et de payer un juste prix aux producteurs. Mais cela s'appuie sur des critères, je suppose, assez précis. Et je voulais savoir si, puisqu'une des critiques majeures qui est faite au commerce équitable, c'est de perpétuer une tradition coloniale, est-ce que le maintien d'une agriculture vivrière qui permette l'autosuffisance et associée à la culture d'exportation, est une condition sine qua non pour que le producteur ait accès au commerce équitable.

J'ai une autre question concernant les critères : il me semble que le critère coopératif est pris en compte, (ou un autre mode d'organisation, équivalent) et dans ce cas que se passe-t-il pour des paysans qui sont isolés, qui ne vont pas trouver de partenaires locaux pour s'allier en coopérative parce que les mentalités, le milieu humain, culturel n'est pas prêt à prendre des responsabilités, est-ce qu'ils vont être exclus du commerce équitable ? Ou est-ce qu'ils vont trouver une aide pour faire émerger cette culture de la coopération ?

Une autre chose qui m'interroge depuis quelque temps : le commerce équitable repose en grande partie sur du bénévolat chez nous. Donc le bénévolat c'est très bien : c'est une forme de redistribution. Mais dans quelle mesure du coup le commerce équitable est-il une véritable alternative ?

Et dernier point : c'est très bien de proposer du café équitable à ce colloque, mais c'est toujours déprimant que les verres soient en plastique et ne soient pas récupérés. Ce plastique étant comme vous le savez sans doute un des problèmes majeurs de pollution dans les pays du Sud.

Silvia Pérez-Vitoria

Les verres nous ont été fournis par Max Havelaar. Donc nous déclinons toute responsabilité sur les verres.

Une autre intervenante

Je rebondis un peu sur ce qui vient d'être dit parce que je pense que du côté capitaliste il y a le dumping : cela fait fermer des fermes. Et il y a du dumping social qui m'a vraiment fait bondir. J'ai entendu que dans les coopératives italiennes 80 % des gens sont bénévoles et ça me pose question. Quand on me dit que les Jardins de Cocagne sont des pompiers sociaux, il y a tout de même quelque chose qui est payé, c'est un travail valorisé. Et je pense qu'il faut quand même valoriser le travail.

Je voulais aussi poser une question : quand est-ce qu'on abordera le partage des productions, pas seulement parler de l'argent, mais partager les productions de manière à ce que les individus deviennent autonomes et puissent quand même vivre sur leur territoire ?

Arlette Arouche

Je m'occupe de Nature et Progrès, une association qui travaille pour le développement de l'agriculture biologique depuis 1964. La question qui se pose à l'agriculture bio aujourd'hui est un peu semblable à celle qui se pose au commerce équitable. Nous sommes un peu dans la même barque, avec nos

normes, nos réglementations - que nous avons mis en place au départ à titre privé - qui maintenant, parce que nous les avons portés sur les fonds baptismaux de l'officialisation, se trouvent dans une situation de récupération ce qui pose un certain nombre de problèmes et de difficultés.

L'agriculture bio est donc aujourd'hui commercialisée dans la GMS à 80%. Normal : la distribution est à 80% faite dans la grande distribution. On est toujours dans les 80-20 partout, de quelque côté qu'on se tourne finalement. Le commerce équitable, qui y est peut-être depuis moins longtemps, n'a peut-être pas atteint ce chiffre extraordinaire des 80% de commercialisation dans la GMS. Dans tous les cas, ce système de commercialisation coûte cher puisque vous avez dû faire une grande campagne de promotion pour pouvoir entrer dans la Sainte Église de la Grande Distribution. Ce commerce équitable vendu dans un système économique complètement pervers qui se paie à 90 jours va avoir ses limites aussi dans le temps. Aujourd'hui l'agriculture bio commence à les ressentir. La grande distribution va très rapidement se dispenser de l'usage du logo AB qu'elle aura utilisé en tremplin de communication. Maintenant qu'elle a une bonne image, elle ne va plus en avoir besoin et dès à présent on voit d'ailleurs dans les rayons de la grande distribution des produits Carrefour Bio. Bientôt il n'y aura plus Max Havelaar, il y aura du Café Équitable Carrefour. Je voudrais lancer une interpellation de nous tous, acteurs consommateurs. Pour faire du développement quand même positif ; par rapport à tout ce qu'on dit sur le développement, on est quand même, au niveau de ce type de développement de l'agriculture bio ou du commerce équitable, sur quelque chose d'extrêmement positif tant au niveau de l'économie que de l'environnement. Donc utilisons, peut-être pendant des temps très limités, ces tremplins de communication pour organiser le plus rapidement possible une distribution de proximité de manières diverses et variées. Et toutes les personnes qui sont dans la

salle devraient se poser la question de leurs achats dans les GMS, parce que ce type de distribution a massacré absolument toute la production, tout le système de production; elle va massacrer la distribution de la Bio et les producteurs Bio. Elle a déjà commencé. Ils ont déjà, pour certains, mis le doigt dans l'engrenage, et ils commencent à se mordre les doigts, s'ils ont encore des doigts. Donc à nous d'être acteurs, et de trouver toutes les alternatives dans notre imagination : bien sûr les marchés directs, mais aussi les groupements d'achat, les magasins de proximité, pour nous approvisionner en café équitable, produits équitables de toutes sortes et produits bios.

Olivier Hauville

Je vais répondre sur les questions très précises sur le commerce équitable, mais juste un mot par rapport à la dernière intervention. Des personnes qui sont à l'origine comme vous de Nature et Progrès - ils s'appellent les Lebrun et vivent en Pays de Loire - disaient il y a quelques mois : « Attention vous êtes en train de vivre, sur le commerce équitable, ce que nous avons vécu il y a 20 ans, quand on s'est posé la question de savoir s'il faut créer un véritable réseau de distribution alternatif à la grande distribution ou s'il faut aller dans les grandes surfaces ». Alors il n'y a pas besoin d'attendre longtemps. Vous disiez que Carrefour allait laisser tomber le label AB, il a annoncé pendant le Forum Social à Porto Alegre qu'il laisse tomber le label Max Havelaar puisque Carrefour va sortir ses propres produits « commerce équitable » en travaillant a priori avec la première coopérative Max Havelaar mais sans passer par le système de labélisation. Et il semble qu'Intermarché prépare la même démarche. Alors ça y est, on est en plein dedans.

Arlette Arouche

Vous avez parlé de normes, il faut savoir que l'AFNOR prépare une norme commerce équitable, ils travaillent réellement là-dessus.

Olivier Hauville

Oui, mais cela ne va pas se faire.

Arlette Arouche

Peut-être que ça ne se fera pas, mais en tous les cas nous avons mis au point les uns et les autres avec beaucoup de cœur des normes, des cahiers des charges, et quelque part nous sommes un peu pris à notre propre piège parce que, si au départ nous avons pu travailler sur la proximité pour faire le contrôle de ces cahiers des charges, aujourd'hui, par la nécessité de ce développement et de l'expédition et par le fait que nous avons voulu faire reconnaître l'AB, nous sommes amenés à faire appel à des organismes de contrôle. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une situation qui pourrait être drôle si elle n'était pas dramatique : c'est que l'agriculture raisonnée va elle aussi rentrer dans la labélisation dans très peu de temps. Ils auront droit eux aussi à un contrôle tous les 5 ans. C'est bien un marché pour les organismes de contrôle qui sont là pour faire en principe du contrôle. À part que, dans le monde de la bio, les organismes de contrôle ont joué d'une manière un peu différente. Comme nous sommes dans un monde sécuritaire, c'est un marché juteux et il faut bien faire la promotion de son entreprise de contrôle de la sécurité - ici sécurité alimentaire - et aujourd'hui on est face au problème suivant : c'est que pour les produits bios qui sont contrôlés, en France en tous les cas, les organismes de contrôle ont bien su jouer la carte de la communication en imposant aux producteurs une règle qui n'apparaît pas dans la norme 45011 qui régit la bio. Ils ont réussi à imposer aux producteurs, d'une manière d'ailleurs assez sournoise, dans le contrat privé qu'ils ont avec les producteurs, que leur nom et leur adresse apparaissent sur les étiquettes des produits. Donc c'est une forme de communication gratuite extraordinairement efficace. Et aujourd'hui ces mêmes organismes de contrôle vont contrôler sans vergogne, bien entendu, puisque c'est un bon marché, l'agriculture raisonnée. Comment les

consommateurs vont-ils s'y retrouver quand ils verront le nom d'un organisme de contrôle qu'ils vénèrent particulièrement parce qu'ils l'ont vu très fréquemment sur les étiquettes de produits biologiques apparaître également au niveau du contrôle chez Carrefour et ailleurs, comment vont-ils réagir dans cet amalgame ? Comment vont-ils s'y retrouver ?

Il y a un autre problème du contrôle, c'est qu'on rajoute chaque fois des tranches nouvelles de contrôle pour encore plus sécuriser les consommateurs. Et, au bout du compte, on arrive à une exclusion des petits producteurs qui n'ont plus les moyens de payer ces contrôles.

François de Ravignan

Je voudrais répondre d'une façon peut-être très partielle. Je m'en excuse. Mais j'ai toujours eu l'impression que cette question de l'agriculture bio avait été prise uniquement du point de vue de la qualité, du confort du consommateur et pas suffisamment du point de vue du producteur. Et maintenant, tous les problèmes que vous soulevez posent cette question. On n'a pas regardé d'abord qui produisait, on a regardé qui consommait, et je suis heureux de voir que vous semblez vous préoccuper de voir les questions d'une autre façon. J'ai aussi été toujours très critique sur la question de la traçabilité. Ça m'a toujours fait rire. Je me réfère toujours à Astérix : quand la femme n'est pas contente du poisson, elle l'envoie à la figure du poissonnier. C'est ça la traçabilité, la vraie. C'est-à-dire qu'il n'y a traçabilité que quand il y a proximité. Tout le reste c'est des blagues. Je connais une personne remarquable, que je n'hésite pas à louer ici, qui s'appelle Françoise Matricon, dans l'Ariège : elle a fait un travail remarquable pour essayer d'initier les enfants à la consommation de produits biologiques en se disant que si les enfants commencent à aimer ça, petit à petit cela entrera dans les mœurs. Alors, pour faire ça, elle a commencé par réaliser une enquête sur ce qu'il y avait dans les chambres froides

des cantines scolaires. Elle a trouvé dans les cantines scolaires de l'Ariège des pattes arrière de lapin venant de Chine. Alors je vous demande un peu quelle peut être la traçabilité de pattes arrière venant de Chine ? C'est complètement ridicule, vous êtes tous d'accord là-dessus. Tout ça pour dire qu'à mon avis les vraies solutions - je ne dis pas que j'ai les solutions - vont dans le sens de la proximité, du commerce de proximité et donc de la diversification locale des productions.

Je voudrais aussi répondre à cette dame qui a parlé en anglais et qui a demandé si on allait vers l'extinction des subventions à l'agriculture. Pour le moment, pas du tout. Le problème des subventions, ce n'est pas leur existence, c'est l'inégalité extrême de leur distribution. C'est, je crois, la vraie question d'aujourd'hui, les subventions favorisent les gros exploitants et défavorisent naturellement les petits.

L'intervenante anglophone

C'est abandonner la subvention des produits, la subvention de la production : on paie les agriculteurs pour produire des biens environnementaux.

Un autre intervenant

Il faudrait recentrer les subventions, sur le développement rural plutôt que sur la production. La position des Britanniques, et même des Allemands, consiste à dire « cessons de subventionner ou subventionnons au moins à hauteur de 50% du budget agricole pour le développement rural, ce qu'on appelle le « 2e pilier » qui n'est pas du tout lié à la production, qui n'est pas une subvention sur les produits mais qui est une subvention aux mesures environnementales. Je voudrais simplement ajouter que c'est très bien à partir du moment où l'UE cesse d'exporter sur les pays tiers ; mais si elle continue à exporter sur les pays tiers, même ces subventions dites « environnementales » ont un effet de dumping. Donc il faut être clair là-dessus.

Dora Valaguer

Je préside une association qui s'appelle Transverse et nous travaillons sur le thème du tourisme dans sa relation aux pays du Sud. Nous constatons, nous savons, tout le monde sait que le tourisme est l'activité mondiale qui est la seule à mettre face à face par millions les gens du Nord et les gens du Sud. Et, en général, ça se passe mal, la relation est totalement perverse ou perversie. Nous pensons néanmoins que c'est un secteur qui peut être extrêmement révélateur et extrêmement utile à examiner, à étudier parce qu'il peut être tout à fait exemplaire dans la façon dont on le traite, dans la façon dont on essaie de l'analyser. C'est un secteur où l'on commence à parler d'équité. Ce qui nous choque profondément, parce qu'il est absolument évident que s'il y a une possible équité du tourisme, elle ne sera absolument pas définie dans les pays du Nord - en tout cas en France qui est le plus grand pays récepteur de tourisme - mais dans les pays du Sud eux-mêmes, non pas pays par pays, ni continent par continent, mais presque communauté par communauté. Je pense que si on arrive effectivement à ce travail-là (qui est considérable), que nous commençons à lancer avec quelques partenaires du Sud, on arrivera peut-être effectivement à avoir un certain nombre d'avancées, d'approches, de dialogues qui pour le moment n'existent pas. Ou qui pour le moment sont très pervers par l'argent, par le commerce et par tout ce que le tourisme est lui-même au niveau du commerce.

Éric

Je travaille dans une association qui fait de la sensibilisation à l'environnement au travers de la collecte de déchets. On quitte provisoirement l'aspect alimentaire pour d'autres biens de consommation. Tout ça pour dire que - c'est connu - nous sommes 20% des pays du Nord à piller 80% des ressources de la planète. Et je reviens sur une remarque que vous avez fait, monsieur Hauville, sur la manière de présenter les choses

aux gens qui cherchent plutôt à moins consommer, à moins gaspiller, puisque ce n'est pas toujours leur cas. Malheureusement pour eux, ils ont du mal, ils cherchent l'autosuffisance alimentaire. Je voudrais bien connaître la recette que vous avez évoquée tout à l'heure pour en parler, pour dire à des gens qui ont peut-être aussi envie de faire leur expérience, là où ils sont, de développement et d'aller au bout d'idées, comment peut-on leur dire : « la planète ne supportera pas que vous, les 80% qui restent, vous fassiez les erreurs que nous avons faites jusqu'à maintenant ». Moi je travaille à ce que nous faisons des efforts chez nous par des gestes quotidiens qui soient plus respectueux de l'environnement. Comment peut-on apporter cette sensibilité-là à des gens qui n'ont qu'une envie, celle de manger tous les jours ?

Bruno Clémentin

Je suis de la revue « Casseurs de Pub ». Je voulais intervenir à propos des mots, à propos de la récupération et de la traçabilité. Si on utilise des concepts et des mots qui sont flous et n'ont pas de sens, ils seront évidemment récupérés. C'est le cas du « développement durable ». Si vous utilisez le mot « décroissance », je veux bien parier qu'il n'y aura pas beaucoup de politiques dans les 10, 20 ou 50 années à venir qui vont utiliser le vocable. Pour en venir au commerce équitable et à la traçabilité ou à l'agriculture dite bio : le véritable commerce équitable, c'est de payer les gens qui produisent dans le même rapport financier que là où les gens consomment. Ce n'est absolument pas le cas actuellement de ce qui s'appelle le commerce équitable. On peut citer le pire qu'on ait pu lire sur le commerce équitable : « mais ce sont eux-mêmes qui fixent les prix ». Nous sommes là dans un colonialisme absolu, puisqu'on fait peser la charge du résultat sur les gens qui sont la plus faible partie du contrat. Donc le commerce équitable est très simple : vous payez les producteurs dans le même rapport d'argent au temps passé que là où les gens consomment. C'est-à-dire qu'il ne suffit pas de

créer une école ou de créer un dispensaire pour 600 personnes. Si on boit en France du café qui provient d'un pays de Colombie, on fait en sorte que tous les gens qui travaillent à la production de ce café touchent au moins le SMIC, là on peut éventuellement parler de commerce équitable. On n'est évidemment pas dans l'agriculture bio puisque le café, à moins de venir à pied, ne vient absolument pas d'une manière biologique dans les pays d'Europe.

À partir du moment où l'agriculture biologique entre dans la grande distribution, c'est vraiment une escroquerie intellectuelle que d'appeler cela de l'agriculture ou des produits bio. Il faut vraiment choisir. Je parle bien dans le domaine des idées, dans le domaine des mots. Je ne prétends pas dire à des gens qui font ça depuis 30 ou 40 ans ce qu'il faudrait ou comment il faudrait faire. Je dis que les mots ont un sens, les mots sont très importants, les concepts sont importants. Si vous ne voulez pas être récupérés, faites des choses qui ne soient pas récupérables. La traçabilité, c'est de produire pour un consommateur que l'on connaît et quand le consommateur peut connaître son producteur. C'est vraiment la base. À partir de là, il n'y a pas de récupération possible.

Silvia Pérez-Vitoria

Je voudrais juste ajouter quelque chose sur le commerce équitable : je me suis un peu amusée à décomposer le prix du café qui est donné par Max Havelaar, qui fait une comparaison entre le prix du café Max Havelaar et le prix du café traditionnel. Et, comme vous l'avez très justement dit, la plus grosse partie du prix du café n'est pas du tout la partie « producteur » qui est tout à fait petite. La plus grosse partie c'est la transformation, le transport, les assurances, la publicité... Cela reste inchangé, voire ça augmente dans le cas du café Max Havelaar. Ce que François Partant appelait la partie résiduelle, c'est ce qui va rester au producteur une fois que tout le système de la production au consommateur se met en place, cette partie-là augmente un tout

petit peu, mais elle reste minime et l'ensemble du système est maintenu.

Olivier Hauville

Je crois qu'il y a un certain nombre d'économistes dans la salle. Et nous savons tous que notre niveau de vie vient de ce décalage avec les niveaux de vie du Sud. Et je connais bien votre revue « Casseurs de Pub », je la lis régulièrement et je suis tout à fait d'accord avec votre constat : on devrait payer les producteurs du Sud au prix du niveau de vie des lieux de consommation. Sauf que nous n'aurions plus un seul client dans nos magasins, puisque nous avons même essayé - nous personnellement, à Artisans du Soleil - de faire le double affichage et l'on nous a dit « non, ne le faites pas ». Et quand des journalistes veulent donner la structure d'un prix, on a des plaintes parce que les consommateurs ne peuvent pas imaginer que c'est seulement le cinquième du prix qu'ils paient qui retourne au producteur, et que - comme c'était dit - tout le reste va payer le loyer des magasins que nous louons, payer tous les intermédiaires, transitaires, transports... Et le vrai problème, comme quelqu'un d'autre l'a dit à cette tribune dans un document que j'avais lu il y a un an, le problème de la pauvreté, c'est notre richesse à nous. Nous sommes bien les 20% qui consommons les 80% et nous le faisons payer au reste de la planète. Alors comment va-t-on en sortir ?

Et je réponds rapidement à la question sur le commerce équitable. Pourquoi les cultures de rentes ? Là aussi c'est nous : le café, le coton, le chocolat... Il n'y a pas forcément du commerce équitable que sur ces cultures qui sont accusées, comme la revue Silence l'avait dit à juste titre, de finalement poursuivre un système colonial, et qui contredit d'ailleurs le développement des cultures vivrières sur place. Pourquoi travaillons-nous avec des coopératives ? Parce qu'en général les structures de commerce équitable n'ont pas assez de gens pour faire ces achats, donc ils travaillent aussi avec ce qui est le plus rapide, c'est-à-dire des organisations de producteurs. On a par-

fois dit que c'était par idéologie d'organisation des producteurs, mais il faut avoir le courage aussi de dire que c'est pour aller vite. On regroupe. Pourquoi aller vite ? À cause des structures de coût, là encore, et parce que le consommateur occidental n'est pas prêt à payer les produits équitables plus chers. On veut bien acheter le paquet Max Havelaar à Monoprix ou même dans une boutique Artisans du Monde ou Artisans du Soleil, mais on veut qu'il soit au même prix que Carte noire ou Désir. Et donc il faudrait bien que l'on s'interroge sur nos désirs de cette consommation qui nous consomme et nous consume. Car le vrai problème est bien montré dans la démarche que font les Casseurs de Pub. Alors, comment va-t-on sortir de notre débat du local au global ? Là je rejoins ce que disait l'adhérente à la Confédération Paysanne.

Pour répondre au monsieur qui me posait la question : « comment va-t-on expliquer aux producteurs ou aux consommateurs, dans les pays du Sud, qui n'ont pas grand-chose et qui nous posent ces questions ? ». Je crois que l'une des grandes réponses, c'est l'autonomie. C'est le problème de la citoyenneté de se réapproprier partout nos décisions de proximité, y compris de consommation et de production, et nous personnellement, dans notre organisation, nous sommes en train de travailler sur le commerce équitable au Sud. Disons le commerce au Sud, il ne faut plus l'appeler commerce équitable. Je ne sais même pas comment on va le qualifier. C'est l'économie solidaire. C'est-à-dire quand les producteurs et les consommateurs, via des distributeurs qui n'abusent pas, peuvent être en lien direct pour faire des échanges économiques qui ne sont plus seulement le commerce. Le commerce est un temps de l'économie, mais il n'est pas l'économie. Et l'on sait bien historiquement, quand le commerce apparaît, comment il va pervertir la relation de troc direct entre des producteurs et des consommateurs qui sont en même temps aussi des producteurs et échangent des produits. Alors, probablement, avec ici la Confédération paysanne et Nature

et Progrès, avec tous les groupes locaux qui émergent aujourd'hui en Amérique latine sur les groupements d'achat, sur les cantines populaires, c'est en travaillant sur l'autonomie, sur la réappropriation par les gens de leurs marchés locaux et de leur production qu'on y arrivera vraiment. Je crois vraiment que là est le vrai commerce équitable.

François de Ravignan

Je voudrais répondre à la personne qui a parlé tout à l'heure du tourisme. La question que vous avez posée à propos du tourisme - c'est-à-dire d'établir des rapports aussi authentiques que possible entre le tourisme inévitable et les gens qui reçoivent ces touristes - elle ne se pose pas seulement dans les pays du Sud, elle se pose aussi dans le midi de la France où je suis. Il y a justement dans ma région une association, qui s'appelle Accueil Paysan, qui travaille à créer des relations aussi justes que possible entre les touristes et les personnes qui les reçoivent. Et je pense que la solution est dans ce sens-là, c'est-à-dire la création d'associations locales qui permettent de ne pas faire n'importe quel tourisme. Ce pourrait être intéressant que votre association prenne contact avec les associations françaises comme Accueil Paysan qui font ce genre d'effort. Donc tout à l'heure je pourrais vous donner des adresses qui pourraient vous intéresser dans ce sens.

Dora Valaguer

Nous sommes en relation avec beaucoup de gens qui font du bon travail en milieu paysan en France. Disons que si nous mettons toute la priorité et toutes nos inquiétudes vers les pays du Sud, c'est que si en France une femme de ménage et un touriste sont accidentés et ont les mêmes blessures ils iront dans le même hôpital. Et si cela se passe dans le Sud, le touriste sera rapatrié à grands frais et le paysan local ira peut-être dans un dispensaire où il n'y a peut-être même pas de cachets d'aspirine. Donc la différence d'échelle est telle qu'il y a une urgence absolue à regarder le tourisme

dans sa relation aux pays du Sud tel qu'il est pratiqué actuellement. Il y a des pays pour lesquels nous conseillons le boycott : prioritairement la Birmanie, et aussi la Tunisie.

François de Ravignan

Je voudrais parler de la conversation que l'un de vous vient d'avoir avec mon collègue Hauville. Parce que pour ouvrir une porte de la façon la plus efficace, il ne suffit pas qu'il y en ait qui poussent d'un côté, il faut qu'il y en ait qui tirent de l'autre : c'est comme ça que ça marche le mieux. On a parlé justement à propos du commerce avec les pays du Sud du scandale que représente cette production de produits liés à la gourmandise des occidentaux : le café, le cacao, les bananes, on pourrait citer le coton. Mais il faut bien voir que comme le vin du midi dont j'ai parlé tout à l'heure dans ma première intervention, ces produits sont dus aussi au fait que les paysans qui sont chargés de les produire sont interdits de productions vivrières par la grâce des importations de ces pays. J'ai parlé du Cameroun qui est condamné à produire du café, du cacao, et des bananes aussi à cause des importations de blé occidental qui rend toute production vivrière locale désuète ou invendable sur leurs marchés. Nous, dans le Midi, avons été condamnés à produire du vin parce que nous étions interdits de produire de la laine et du blé par la grâce des importations d'autres régions françaises mieux placées. Il faut aussi penser à restituer l'autonomie de production dans ces pays, non seulement en luttant contre l'iniquité que constitue le commerce de traite des produits réservés à l'occident mais aussi contre l'iniquité que constitue les importations de produits alimentaires dans ces pays.

Silvia Pérez-Vitoria

Je voulais répondre aussi sur le tourisme. Je vais reprendre un petit peu les propos de François de Ravignan. Est-ce que vraiment le tourisme est nécessaire ? Le jour où les échanges entre les pays du Sud et les pays du Nord, en terme de

population, seront peu à peu près équitables, peut-être pourra-t-on parler d'un tourisme. Mais pour l'instant est-il vraiment nécessaire ? Je vais vous donner un exemple, j'ai eu entre les mains un projet sur les pays d'Amérique centrale de « tourisme équitable » ou « solidaire » qui est une demande à l'Europe parce qu'effectivement tout le monde vous dit « le tourisme de masse c'est épouvantable. On va faire un autre tourisme qui va être équitable ». Une demande a été faite à l'Union Européenne et elle est passée par la France. C'était un moyen pour la France de récupérer de l'argent de la communauté européenne et pour un certain nombre de technocrates français de se payer un voyage en Amérique centrale parce qu'ils avaient envie d'y aller, et ils voulaient récupérer de l'argent. Regardons le contenu de ce projet dont les différents partenaires étaient des chefs d'État d'Amérique centrale qui faisaient une demande et listaient ce qu'ils entendaient par « tourisme équitable ». On s'aperçoit qu'ils mettaient littéralement en vente leur pays. Ils vous parlaient des communautés indigènes qui avaient gardé leurs traditions pour les gens qui connaissent l'Amérique centrale, qui connaissent la situation des populations indigènes, c'est carrément indécent d'utiliser cela comme argument commercial. Ensuite ils se disaient un peu inquiets « bien sûr, c'est une conception des pays du nord. On se méfie un peu parce qu'on a l'impression que nous, on est pas capables de pouvoir définir les critères qui vont être définis par des agences ou des organismes des pays du nord et l'on risque, nous, de ne pas gagner beaucoup d'argent là-dessus, car c'est eux qui vont les définir, c'est eux qui vont déterminer les normes ». Quant au transport, ils se rendent bien compte également que 99,9 % du transport est contrôlé par les pays du nord. Je ne vois donc pas ce qu'on peut entendre par tourisme équitable, ou solidaire, ou à visage humain.

Un autre intervenant

Si on réduit à fond tous les lieux d'échanges et que tout le monde se

retrouve autonome dans son coin, je vois un développement qui serait nécessaire, c'est le développement humain, y compris chez nous, de l'être humain dans son ensemble. Il faut tout de même garder des relations pour cela. On sait la richesse qu'apportent des échanges entre les différents types d'individus et dans leur contexte. On a dit qu'éventuellement il fallait que les régions deviennent autonomes - y compris chez nous - si on voulait diminuer notre consommation et nos gaspillages. Il faudrait peut-être aussi penser à revenir à plus d'autonomie dans nos différentes régions, avec le risque que cela pose problème dans le débat sur

le fédéralisme. Il y a le risque de revenir à des choses un peu réductrices au niveau humain.

Silvia Pérez-Vitoria

Juste une remarque : on peut très bien réduire les échanges commerciaux et continuer les relations humaines. Il faut arrêter de nous faire croire que l'on échange des relations humaines parce qu'on échange des marchandises. Je crois que ce sont deux choses très différentes.

Un autre intervenant

Il y a une valeur qui a été totalement oubliée, parce que nous sommes, en

Occident, dans le système de la grande bouffe et c'est la sobriété. S'il n'y a pas de retour à la sobriété dans tous les domaines, on n'arrivera à rien. J'estime qu'on peut, avec du temps et de la persuasion, faire comprendre que cette valeur est essentielle. Dans le passé, nous avons vécu sobrement en vivant moins d'années que maintenant. Mais vivre comme vivent pas mal d'enfants américains, obèse à 15 ans, c'est vraiment la caricature de ce qui nous menace. Expliquer cela simplement mais souvent peut permettre un début de prise de conscience indispensable. •